Un moment de vérité pour un budget d'injustices

ACTUS MILITANTES

Ce n'est pas la dette qui nous étouffe. C'est l'explosion des inégalités. Et c'est notre pacte social qu'on est en train d'écraser. Nous continuerons de défendre une politique juste : une autre répartition des efforts, une autre vision de la justice fiscale, un autre avenir que celui de l'austérité pour les uns et des privilèges pour les autres.

Communiqué presse

Bagnolet, le 15/07/2025

Un moment de vérité pour un budget d'injustices

Les déclarations de François Bayrou sur la dette et le budget s'inscrivent dans une mise en scène pédagogique qui oublie l'essentiel : l'injustice profonde des choix budgétaires actuels et des dernières années.

Avec la baisse des droits sociaux, l'année blanche, la suppression des jours fériés, les coupes sur les postes d'agents publics, etc. Une fois encore, ce sont les travailleurs, les retraités et les usagers des services publics qui vont payer l'addition. Ceux-là mêmesqui produisent la richesse nationale. Pendant ce temps, les plus fortunés et lesdétenteurs des plus hauts revenus demeurent largement protégés. Pour les travailleursles reculs et les efforts, c'est beaucoup et tout de suite, pour les plus hauts revenus et les grandes entreprises, c'est peu, c'est peut-être et c'est pour plus tard.

Les travaux de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques)montrent clairement que les politiques budgétaires récentes ont davantage bénéficié aux10 % les plus riches qu'aux classes moyennes et populaires. La baisse des impôts surle capital et la réduction des prélèvements obligatoires pour les grandes entreprises ontaccentué les inégalités sans stimuler l'investissement productif à la hauteur despromesses.

À l'UNSA, nous dénonçons à cette vision injuste et déséquilibrée. Les déficits publics ne sont pas d'abord un problème de dépenses, mais bien de recettes :

- Les richesses créées doivent être plus justement mises à contribution.
- Les dizaines de milliards d'aides publiques aux entreprises doivent être encadrées, évaluées, et conditionnées à des engagements sociaux, salariaux et écologiques. Et certainement réduites.
- La mise en place d'une taxe sur les ultra-riches, comme le propose l'économiste Gabriel Zucman, permettrait un rééquilibrage fiscal bien plus juste.

La dramatisation de la dette par le Premier ministre ne doit pas faire oublier la réalité : selon l'OFCE, les inégalités de revenus après redistribution augmentent à nouveau en France, et ce sont les politiques publiques récentes qui en sont, en partie, la cause.

La dette, si elle finance des investissements dans les transitions écologiques, les services publics ou l'école, est un levier d'avenir. Un ménage endetté à 114 % de ses revenus le fait souvent pour équiper son foyer. Pourquoi notre pays ne pourrait-il pas en faire autant pour préparer l'avenir ?

Ce que l'on est capable de faire pour la Défense nationale et il le faut, on doit pouvoir le faire pour notre modèle social, nos services publics, nos territoires, notre industrie et notre planète.

L'UNSA sera pleinement mobilisée dans les discussions à venir. Nous continuerons de défendre une politique juste : une autre répartition des efforts, une autre vision de la justice fiscale, un autre avenir que celui de l'austérité pour les uns et des privilèges pour les autres. Ce n'est pas la dette qui nous étouffe. C'est l'explosion des inégalités. Etc'est notre pacte social qu'on est en train d'écraser.

Laurent Escure

©
UNSA
2025

aHR0cHMlM0ElMkYlMkZ3d3cudW5zYS1lZHVjYXRpb24uY29tJTJGYXJ0aWNsZS0lMkZidWRnZXQtMjAy